

La face cachée de Volodymyr Zelensky

Guy Mettan

« Héros de la liberté », « Hero of Our Time », « Der Unbeugsame », « The Unlikely Ukrainian Hero Who Defied Putin and United the World », « Zelensky, l'Ukraine dans le sang » : les médias et les dirigeants occidentaux ne savent plus quels superlatifs utiliser pour chanter les louanges du président ukrainien, tant ils sont fascinés par la « stupéfiante résilience » du comédien miraculeusement transformé en « chef de guerre » et en « sauveur de la démocratie. »

Depuis trois mois, le chef d'Etat ukrainien fait la une des magazines, ouvre les téléjournaux, inaugure le Festival de Cannes, harangue les parlements, félicite et admoneste ses collègues à la tête d'Etats dix fois plus puissants que lui avec un bonheur et un sens tactique qu'aucun acteur de cinéma ni aucun dirigeant politique avant lui n'avait connus.

Comment ne pas tomber sous le charme de cet improbable Mr. Bean qui, après avoir conquis le public avec ses grimaces et ses extravagances (se promener nu dans un magasin et mimer un pianiste jouant avec son sexe par exemple), a su en une nuit troquer ses pitreries et ses jeux de mots graveleux contre un T-shirt gris-vert, une barbe d'une semaine et des mots pleins de gravité pour galvaniser ses troupes assaillies par le méchant ours russe ?

Depuis le 24 février, Volodymyr Zelensky a, sans conteste, administré la preuve qu'il était un artiste de la politique internationale aux talents exceptionnels. Ceux qui avaient suivi sa carrière de comique n'ont pas été surpris car ils connaissaient son sens inné de l'improvisation, ses facultés mimétiques, son audace de jeu. La façon dont il a mené campagne et terrassé en quelques semaines, entre le 31 décembre 2018 et le 21 avril 2019, des adversaires pourtant coriaces comme l'ancien président Porochenko, en mobilisant son équipe de production et ses généreux donateurs oligarques, avait déjà prouvé l'ampleur de ses talents. Mais il restait à transformer l'essai. Ce qui est désormais fait.

Talent pour le double jeu

Cependant, comme c'est souvent le cas, la façade ressemble rarement aux coulisses. La lumière des projecteurs cache plus qu'elle ne montre. Et là, force est de constater que le tableau est moins reluisant : tant ses réalisations de chef d'Etat que ses performances de défenseur de la démocratie laissent sérieusement à désirer.

Ce talent pour le double jeu, Zelensky va le montrer dès son élection. On rappelle qu'il a été élu le avec le score canon de 73,2 % des voix en promettant de mettre fin à la corruption, de mener l'Ukraine sur le chemin du progrès et de la civilisation, et surtout de faire la paix avec les russophones du Donbass. Aussitôt élu, il va trahir toutes ses promesses avec un zèle si intempestif que sa cote de popularité tombera à 23% en janvier 2022, au point de se faire distancer par ses deux principaux adversaires.

Dès mai 2019, pour satisfaire ses sponsors oligarques, le nouvel élu lance un programme massif de privatisation du sol portant sur 40 millions d'hectares de bonnes terres agricoles sous prétexte que le moratoire sur la vente des terres aurait fait perdre des milliards de dollars au PIB du pays. Dans la foulée des programmes de « décommunisation » et de « dérussification » entamés depuis le coup d'Etat pro-américain de février 2014, il lance une vaste opération de privatisation des biens d'Etat, d'austérité budgétaire, de dérégulation des lois sur le travail et de démantèlement des syndicats, ce qui fâche une majorité d'Ukrainiens qui n'avaient pas compris ce que leur candidat entendait par « progrès », « occidentalisation » et « normalisation » de l'économie ukrainienne. Dans un pays qui, en 2020, affichait un revenu par habitant de 3726 dollars contre 10 126 dollars pour l'adversaire russe, alors qu'en 1991 le revenu moyen de l'Ukraine dépassait celui de la Russie, la comparaison n'est pas flatteuse. Et on comprend que les Ukrainiens n'aient pas applaudi cette énième réforme néolibérale.

Quant à la marche vers la civilisation, elle prendra la forme d'un autre décret qui, le 19 mai 2021, assure la domination de la langue ukrainienne et bannit le russe dans toutes les sphères de la vie publique, administrations, écoles et commerces, à la grande satisfaction des nationalistes et à la stupéfaction des russophones du sud-est du pays.

Un sponsor en fuite

En matière de corruption, le bilan n'est pas meilleur. En 2015, le Guardian estimait que l'Ukraine était le pays le plus corrompu d'Europe. En 2021, Transparency International, une ONG occidentale basée à Berlin, classait l'Ukraine au 122e rang mondial de la corruption, tout près de la Russie honnie (136e). Pas brillant pour un pays qui passe pour un parangon de vertu face aux barbares russes. La corruption est partout, dans les ministères, les administrations, les entreprises publiques, le parlement, la police, et même dans la Haute Cour de Justice Anti-Corruption selon le Kyiv Post ! Il n'est pas rare de voir des juges rouler en Porsche, observent les journaux.

Le principal sponsor de Zelensky, Ihor Kolomoïsky, résident à Genève où il possède des bureaux luxueux avec vue sur la rade, n'est pas le moindre de ces oligarques qui profitent de la corruption ambiante : le 5 mars 2021,

Anthony Blinken, qui ne pouvait sans doute pas faire autrement, annonçait que le Département d'Etat avait bloqué ses avoirs et l'avait banni des Etats-Unis en raison « d'une implication pour fait significatif de corruption ». Il est vrai qu'on accusait Kolomoïsky d'avoir détourné 5,5 milliards de dollars de la banque publique Privatbank. Simple coïncidence, le bon Ihor était aussi le principal actionnaire du holding pétrolier Burisma qui employait le fils de Joe Biden, Hunter, pour un modeste dédommagement de 50 000 dollars par mois, et qui fait aujourd'hui l'objet d'une enquête du procureur du Delaware. Sage précaution : Kolomoïsky, devenu persona non grata en Israël et réfugié en Géorgie selon certains témoins, ne risque ainsi pas de venir témoigner à la barre.

C'est ce même Kolomoïsky, décidément incontournable dans cette Ukraine en route vers le progrès, qui a fait toute la carrière d'acteur de Zelensky et qu'on retrouve impliqué dans l'affaire des Pandora Papers révélée par la presse en octobre 2021. Ces papiers ont révélé que depuis 2012, la chaîne de TV 1+1 appartenant au sulfureux oligarque avait versé pas moins de 40 millions de dollars à sa vedette Zelensky depuis 2012 et que ce dernier, peu avant d'être élu président et avec l'aide de sa garde rapprochée de Kryvyi Rih - les deux frères Shefir, dont l'un est l'auteur des scénarios de Zelenski et l'autre le chef du Service de sécurité d'Etat, et le producteur et propriétaire de leur société de production commune Kvartal 95 - avait prudemment transféré des sommes considérables sur des comptes offshore ouverts au nom de sa femme, tout en acquérant trois appartements non déclarés à Londres pour la somme de 7,5 millions de dollars.

Ce goût du « serviteur du peuple » (c'est le nom de sa série télévisée et de son parti politique) pour le confort non-prolétarien est confirmé par une photo brièvement apparue sur les réseaux sociaux et aussitôt effacée par les fact-checkers anti-complotistes, qui le montrait prenant ses aises dans un palace tropical à quelques dizaines de milliers de dollars la nuit alors qu'il était censé passer ses vacances d'hiver dans une modeste station de ski des Carpathes.

Cet art de l'optimisation fiscale et cette fréquentation assidue d'oligarques pour le moins controversés ne plaident donc pas en faveur d'un engagement présidentiel inconditionnel contre la corruption. Pas plus que le fait d'avoir essayé de dégommer le président de la Cour constitutionnelle Oleksandr Tupytskyi, qui le gênait, et nommé premier ministre, après le départ de son prédécesseur Oleksyi Hontcharouk pour cause de scandale, un inconnu du nom de Denys Chmyrnal mais qui avait le mérite de diriger l'une des usines de l'homme le plus riche du pays, Rinat Akhmetov, propriétaire de la fameuse usine Azovstal, ultime refuge des héroïques combattants de la liberté du bataillon Azov. Combattants qui arborent sur leur bras, dans leur cou, dans leur dos ou sur leur poitrine des tatouages glorifiant le Wolfsangel de la

Division SS Das Reich, des phrases d'Adolf Hitler ou des croix gammées, comme on a pu le voir sur les innombrables vidéos diffusées par les Russes après leur reddition.

Otage des bataillons Azov

Car le rapprochement du flamboyant Volodymyr avec les représentants les plus extrêmes de la droite nationaliste ukrainienne n'est pas la moindre des étrangetés du Dr. Zelensky. Cette complicité a aussitôt été niée avec la plus grande virulence par la presse occidentale, qui l'a jugée scandaleuse en raison des origines juives du président, subitement redécouvertes. Comment un président juif pourrait-il sympathiser avec des néo-nazis, par ailleurs présentés comme une infime minorité de marginaux ? Il ne faudrait tout de même pas donner du crédit à l'opération de « dénazification » menée par Vladimir Poutine...

Et pourtant les faits sont têtus et loin d'être anodins.

Il est certain qu'à titre personnel Zelensky n'a jamais été proche de l'idéologie néo-nazie ni même de l'extrême-droite nationaliste ukrainienne. Son ascendance juive, même si elle est relativement lointaine et n'a jamais été revendiquée avant février 2022, exclut bien évidemment tout antisémitisme de sa part. Ce rapprochement ne trahit donc pas une affinité mais relève de la banale raison d'Etat et d'un mélange bien compris de pragmatisme et d'instinct de survie physique et politique.

Il faut remonter à octobre 2019 pour comprendre la nature des relations entre Zelensky et l'extrême-droite. Et il faut comprendre que ces formations d'extrême-droite, même si elles ne pèsent que 2% de l'électorat, représentent tout de même près d'un million de personnes très motivées et bien organisées et qui se répartissent dans de nombreux groupements et mouvements, dont le régiment Azov (cofondé et financé dès 2014 par Kolomoïsky, toujours lui !) n'est que le plus connu. Il faut lui ajouter les organisations Aïdar, Dnipro, Safari, Svoboda, Pravy Sektor, C14 et Corps national pour être complet.

C14, baptisé ainsi en raison du nombre de mots de la phrase du néonazi américain David Lane (« We must secure the existence of our people and a future for white children »), est l'un des moins connus à l'étranger mais les plus redoutés pour sa violence raciste en Ukraine. Tous ces groupements ont été plus ou moins fondus dans l'armée et la garde nationale ukrainiennes à l'initiative de leur animateur, l'ancien ministre de l'Intérieur Arsen Avakov, qui a régné sans partage sur l'appareil de sécurité ukrainien de 2014 à 2021. Ce sont eux que Zelensky appelle des « vétérans depuis l'automne 2019.

Quelques mois après son élection, le jeune président se rend en effet dans le Donbass pour tenter de réaliser sa promesse électorale et faire appliquer les

accords de Minsk signés par son prédécesseur. Les forces d'extrême-droite, qui pilonnent les villes des Donetsk et Lougansk depuis 2014 au prix de dix mille morts, l'accueillent avec la plus grande circonspection car ils se méfient de ce président « pacifiste ». Ils mènent une campagne sans pitié contre la paix sous le slogan « Pas de capitulation ». Sur une vidéo, on voit un Zelensky blême les implorer : « Je suis le président de ce pays. J'ai 41 ans. Je ne suis pas un loser. Je viens vers vous et vous dis : retirez les armes. » La vidéo est lâchée sur les réseaux sociaux et Zelensky devient aussitôt la cible d'une campagne haineuse. C'en sera fait de ses velléités de paix et d'application des accords de Minsk.

Peu après cet incident, un retrait mineur des forces extrémistes a lieu, puis les bombardements reprennent de plus belle.

Croisade nationaliste

Le problème est que non seulement Zelensky a cédé à leur chantage mais qu'il les rejoint dans leur croisade nationaliste. Après son expédition ratée, en novembre 2019, il reçoit plusieurs leaders de l'extrême-droite, dont Yehven Taras, le chef du C14, tandis que son premier ministre s'affiche aux côtés d'Andryi Medvedko, une figure néo-nazie soupçonnée de meurtre. Il soutient aussi le footballeur Zolzulya contre les fans espagnols qui l'accusent d'être un nazi à cause de son soutien proclamé à Stepan Bandera, le leader nationaliste qui a collaboré avec l'Allemagne nazie pendant la guerre (et avec la CIA après la guerre) et participé à l'Holocauste des Juifs.

La collaboration avec les radicaux nationalistes est bien installée. En novembre de l'an dernier, Zelensky nomme l'ultra-nationaliste de Pravy Sektor Dmytro Yarosh conseiller spécial du commandant en chef de l'armée ukrainienne et, depuis février 2022, chef de l'Armée des volontaires qui fait régner la terreur à l'arrière. Au même omet, il nomme Oleksander Poklad, surnommé « l'étrangleur » en raison de son goût pour la torture, chef du contre-espionnage du SBU. En décembre, deux mois avant la guerre, c'est au tour d'un autre chef de Pravy Sektor, le commandant Dmytro Kotsuybaylo, d'être récompensé par le titre de « Héros de l'Ukraine » tandis que, une semaine après le début des hostilités, Zelensky fait remplacer le gouverneur régional d'Odessa par Maksym Marchenko, commandant du bataillon ultranationaliste Aïdar, celui-là même auprès duquel Bernard-Henri Lévy se fera une gloire de défilé.

Désir d'amadouer l'extrême-droite en lui confiant des postes ? Ultra-patriotisme partagé ? Ou simple convergence d'intérêt entre une droite néolibérale atlantiste et pro-occidentale et une extrême droite nationaliste qui rêve de casser du Russe et de « mener les races blanches du monde dans une croisade finale contre les Untermenschen guidés par les Sémites », selon

les mots de l'ancien député Andryi Biletsky, chef du Corps national ? On ne sait trop, aucun journaliste ne s'étant hasardé à poser la question à Zelensky. Ce qui ne fait aucun doute en revanche, c'est la dérive de plus en plus autoritaire, voire criminelle, du régime ukrainien. A tel point que ses zélotes devraient y réfléchir à deux fois avant de proposer leur idole au prix Nobel de la Paix. Car, pendant que les médias regardent ailleurs, c'est une vraie campagne d'intimidation, de kidnappings et d'exécutions que subissent les élus locaux et nationaux soupçonnés d'être des agents russes ou de connivence avec l'ennemi parce qu'ils veulent éviter une escalade du conflit. « Un traître de moins en Ukraine ! On l'a retrouvé tué et il a été jugé par le tribunal du peuple ! » C'est ainsi que le conseiller du ministre de l'Intérieur, Anton Gerashenko, a annoncé sur son compte Telegram le meurtre de Volodymyr Strok, maire et ancien député de la petite ville de Kremnina. Soupçonné d'avoir collaboré avec les Russes, il a été enlevé puis torturé avant d'être exécuté. Le 7 mars, c'est au tour du maire de Gostomel d'être tué parce qu'il avait voulu négocier un corridor humanitaire avec les militaires russes. Le 24 mars, c'est le maire de Kupyansk qui demande à Zelensky de relâcher sa fille enlevée par les séides du SBU. Au même moment, un des négociateurs ukrainiens est retrouvé mort après avoir été accusé de trahison par les médias nationalistes. Pas moins de onze maires sont portés disparus à ce jour, y compris dans des régions jamais occupées par les Russes...

Partis d'opposition interdits

Mais la répression ne s'arrête pas là. Elle frappe les médias critiques, qui ont tous été fermés, et les partis d'opposition, qui ont tous été dissous.

En février 2021, Zelensky fait fermer trois chaînes d'opposition jugées pro-russes et censées appartenir à l'oligarque Viktor Medvedchuk, NewsOne, Zik et 112 Ukraine. Le Département d'Etat salue cet attentat contre la liberté de la presse en déclarant que les Etats-Unis soutiennent les efforts ukrainiens pour contrer l'influence maligne de la Russie... » En janvier 2022, un mois avant la guerre, c'est au tour de la chaîne Nash d'être fermée. Après le début de la guerre, le régime fait la chasse aux journalistes, blogueurs et commentateurs de gauche. Début avril, deux chaînes de droite sont également touchées. Channel 5 et Pryamiy. Un décret présidentiel oblige toutes les chaînes à diffuser un seul et unique son de cloche, pro-gouvernemental bien sûr. Récemment la chasse aux sorcières s'est même étendue au blogueur critique le plus populaire du pays, le Navalny ukrainien, Anatoliy Shariy, qui a été arrêté le 4 mai dernier par les autorités espagnoles à la demande de la police politique ukrainienne. Des attaques contre la presse au moins équivalentes à celles de l'autocrate Poutine, mais dont on n'a jamais entendu parler dans les médias occidentaux...

La purge a été encore plus sévère pour les partis politiques. Elle a décimé les principaux opposants de Zelensky. Au printemps 2021, le domicile du

principal d'entre eux, Medvedchuk, réputé proche de Poutine, est saccagé et son propriétaire placé en résidence surveillée. Le 12 avril dernier, le député oligarque a été interné de force dans un lieu tenu secret, visiblement drogué, privé de visites avant d'être exhibé à la TV et proposé en échange de la libération des défenseurs d'Azovstal, au mépris de toutes les conventions de Genève. Ses avocats, menacés, ont dû renoncer à le défendre au profit d'un proche des services.

En décembre dernier, c'est Petro Porochenko, qui remontait dans les sondages, qui a été accusé de trahison. Le 20 décembre 2021 à 15h07, on pouvait lire sur le site officiel du SBU qu'il était suspect d'avoir commis des crimes de trahison et de soutien à des activités terroristes. L'ancien président, qui était pourtant un antirusse forcené, se voyait reprocher « d'avoir rendu l'Ukraine énergétiquement dépendante de la Russie et des leaders des pseudo-Républiques sous contrôle russe. »

Le 3 mars dernier, ce sont les activistes de la Gauche Lizvizia qui subissent un raid du SBU et sont emprisonnés par douzaines. Puis le 19 mars, la répression frappe l'ensemble de la gauche ukrainienne. Par décret, onze partis de gauche sont interdits, soit le Parti pour la vie, l'Opposition de gauche, le parti socialiste progressiste d'Ukraine, le parti socialiste d'Ukraine, l'union des forces de gauche, les Socialistes, le Parti Sharyi, Les Nôtres, Etat, le Bloc d'opposition le Bloc Volodymyr Saldo.

D'autres activistes, blogueurs et défenseurs des droits de l'Homme sont arrêtés et torturés, le journaliste Yan Taksyur, l'activiste Elena Brezhnaya, le boxeur de MMA Maxim Ryndovskiy ou encore l'avocate Elena Viacheslavova, dont le père était mort carbonisé dans le pogrom du 2 mai 2014 à la Maison des syndicats d'Odessa.

Pour compléter cette liste, on mentionnera encore ces hommes et ces femmes déshabillés et fouettés en public par les nationalistes dans les rues de Kiev, ces prisonniers russes battus et dont on tirait dans les jambes avant de les exécuter, ce soldat à qui on avait percé un œil avant de le tuer, ces membres de la Légion géorgienne qui ont exécuté de prisonniers russes dans un village près de Kiev tandis que leur chef se vantait de ne jamais faire de prisonnier. Sur la chaîne Ukraine 24, c'est le chef du service médical de l'armée qui indique avoir donné l'ordre « de castrer tous les hommes russes parce qu'ils sont des sous-hommes pires que des cafards. » Enfin, l'Ukraine recourt massivement à la technologie de reconnaissance faciale de la société Clearview afin d'identifier les morts russes et de diffuser leurs photos sur les réseaux sociaux russes en les tournant en ridicule...

Un acteur à oscariser

On pourrait multiplier les exemples, tant sont nombreuses les citations et les vidéos d'atrocités commises par les troupes du défenseur de la démocratie et des droits humains qui préside aux destinées de l'Ukraine. Mais ce serait fastidieux et contre-productif auprès d'une opinion publique convaincue que ces comportements barbares sont uniquement dus aux Russes.

C'est pourquoi aucune ONG ne s'en alarme, le Conseil de l'Europe reste coi, le Tribunal pénal international n'enquête pas, les organisations de défense de la liberté de la presse restent muettes. Ils n'ont pas bien écouté ce que le gentil Volodymyr leur avait déclaré lors d'une visite à Butcha début avril : « Si nous ne trouvons pas une porte de sortie civilisée, vous connaissez nos gens, ils trouveront une issue non-civilisée. »

Le problème de l'Ukraine est que son président, bon gré ou mal gré, a cédé son pouvoir aux extrémistes sur le plan intérieur et aux militaires de l'OTAN sur le plan extérieur pour s'adonner au plaisir d'être adulé par les foules du monde entier. N'est-ce pas lui qui déclarait à un journaliste français le 5 mars dernier, dix jours après l'invasion russe : « Aujourd'hui, ma vie est belle. Je crois que je suis désiré. Je sens que c'est le sens le plus important de ma vie : être désiré. Sentir que vous n'êtes pas banalement en train de respirer, marcher et manger quelque chose. Vous vivez ! ».

On vous l'a dit : Zelenski est un grand acteur. Comme son prédécesseur qui avait incarné le Dr. Jekyll & Mr. Hide en 1932, il mérite de gagner l'Oscar du meilleur rôle masculin de la décennie. Mais quand il devra s'atteler à la tâche de reconstruire son pays dévasté par une guerre qu'il aurait pu éviter en 2019, le retour à la réalité risque d'être difficile.

Sources

Olga Rudenko, The Comedian-Turned-President is Seriously in Over His Head, New York Times, February 21, 2022 (Opinion Guest from Kyiv Post). Consortium News, Alex Rubinstein and Max Blumenthal, How Zelensky made Peace With Neo-Nazis, March 4 and Zelensky's Hardline Internal Purge, April 20, 2022.

The Grayzone, Natylie Baldwin, Olga Baysha Interview about Ukraine's President, April 29, 2022.

President of Ukraine Zelensky has visited disengaging area in Zolote today, @Liveupmap, 26 October 2019 (Watch on Twitter).

Adrien Nonjon, Qu'est-ce que le régiment Azov ? The Conversation, 24 mai 2022.

US Department of State, Public Designation of Oligarch and Former Ukrainian Public Official Ihor Kolomoyskyy Due to Involvement in Significant Corruption, Press statement, Anthony J. Blinken, March 5, 2021.